

À CHAUD

La colère noire des gilets jaunes



© AFP

Une journée de mobilisation se prépare en Gironde. Le point sur une contestation qui prend de l'ampleur.

Contre la hausse des prix du carburant, ils veulent bloquer les routes de France ce samedi 17 novembre. Depuis une pétition lancée le mois dernier par une habitante de Seine-et-Marne, Priscillia Ludowsky, les « gilets jaunes » ne cessent de gagner

des sympathisants. En quelques semaines, les appels à manifester se sont multipliés sur les réseaux sociaux. Et Bordeaux ne va pas échapper à la gronde. Dans la capitale girondine, une partie des opposants préfère laisser la voiture au garage et envisage de défilé à pied. Le rendez-vous est donné ce samedi à 11 heures sur la place de la République. « *Il y aura autant de monde que pour Charlie* » argue Alexandre Ribeiro, un des organisateurs de la « Mobilisation bordelaise piétonne contre la hausse des carburants ». La manifestation a reçu l'aval de la préfecture : de la place de la République, elle remontera le cours Victor-Hugo, pour arriver à la Victoire. Sur les routes, l'impact de la mobilisation est plus difficile à évaluer mais la Ligue de football de

Nouvelle-Aquitaine préfère prendre ses précautions pour samedi prochain. Face aux blocages annoncés sur Twitter et Facebook, l'organisation régionale a effectué un sondage auprès de ses 320 clubs. Une large majorité a estimé préférable de reporter tous les matchs prévus ce week-end. Si les rencontres départementales sont également annulées, les matchs de Nationale 3 et de Coupe de France sont quant à eux maintenus. L'hypothèse d'un blocage de la rocade par d'autres groupes semble bien réelle. Le rendez-vous proposé par la page Facebook « Blocage national contre la hausse du carburant » incite les participants à se réunir sur le parking du Parc des expositions, pour ensuite bloquer la station de péage à Virsac, ainsi que le Pont d'Aquitaine. Les organisateurs

invitent les automobilistes à marquer les plaques d'immatriculation. Malgré l'imminence des manifestations, le mouvement peine à s'organiser en Gironde. Dans son édition d'hier, *Sud Ouest* rappelait que seuls deux groupes (ceux du Créonnais et de Bassens) ont déclaré les actions envisagées à la préfecture. La majorité des comités gilets jaunes avait donc jusqu'à hier soir pour faire leur demande, sous peine d'être poursuivis pour manifestation illicite. Reste à savoir s'ils seront assez nombreux, samedi matin, pour réussir leur blocage.

Maëlle BENISTY, Marti BLANCHO et Romain BOUVET

Que risquent-ils vraiment ?



Jean-François Brisson, professeur de droit public à l'université de Bordeaux

- Pour exercer son droit à manifester, il suffit de faire une déclaration préalable auprès de la préfecture. En pratique, les organisateurs négocient souvent le parcours de la manifestation avec les forces de l'ordre.
- Organiser une manifestation non déclarée peut être puni de six mois d'emprisonnement et 7500 euros d'amende. Mais dans les faits, les organisateurs ne sont presque jamais poursuivis pour ce délit.
- Une fois déclarée, la manifestation peut être interdite si elle est susceptible d'occasionner des troubles à l'ordre public. S'enclenche alors une procédure de référé liberté sous la houlette d'un juge qui contrôle strictement les conditions d'interdiction.
- Si des dégradations sont commises lors d'une manifestation, l'État indemnise d'abord les victimes et se dirige ensuite vers les éventuels responsables.
- L'entrave à la circulation constitue un délit puni de deux ans de prison et de 4500 euros d'amende.

Propos recueillis par Marti BLANCHO

Édouard Philippe peine à convaincre

Le premier ministre a tenté hier d'éteindre le feu en annonçant un train de mesures. Réactions politiques.

Maëlle BENISTY et Romain BOUVET

Le calme avant la tempête ? Hier matin au micro de RTL, le Premier ministre Édouard Philippe a décliné plusieurs mesures pour tenter d'apaiser la colère provoquée par la hausse des prix du carburant. « Nous

allons développer massivement la prime à la conversion » promettait-il, et cibler principalement les plus modestes ». L'indemnité kilométrique et le chèque énergie, deux aides financières proposées par l'État, devraient également être élargies. Mais face à ces déclarations, l'opposition ne désarme pas.

De gauche à droite

Marine Le Pen n'a pas attendu longtemps avant de réagir à ces propos. Lorsqu'Édouard Philippe explique vouloir réduire la « dépendance à une énergie à la fois chère, étrangère et polluante », la cheffe de file du Rassemblement national s'inquiète de voir cette dépendance remplacée par une autre, « celle aux batteries chinoises et aux métaux et terres rares dont la Chine a également le quasi monopole ! »

Nicolas Dupont-Aignan dénonce la faiblesse des arguments écologiques du Premier ministre : « Édouard Philippe annonce qu'il ne va pas annuler les hausses des taxes carburants sur le dos des Français. Mais il ne taxera pas les gros pollueurs : supers tankers, kérosène, etc. »

De son côté, la France Insoumise affiche son soutien au mouvement des gilets jaunes. Même s'il n'a pas appelé à la mobilisation le 17 novembre, Jean-Luc Mélenchon a affirmé que la colère des Français « est juste » et « souhaite le succès » de la manifestation. Adrien Quatennens regrette que le gouvernement reste sourd aux revendications.

Alors que les gilets jaunes se revendiquent sans étiquette, les partis politiques de tous bords comptent bien profiter de la colère populaire.



Dans les coulisses du Cirque du Soleil

Le Cirque du Soleil a présenté hier soir à l'Arena son spectacle « OVO », une ode à la nature et à la liberté.

Encore en survêtement, Qiu Jiangming déambule sur le fil. Nous sommes en plein milieu de l'après-midi et le Cirque du Soleil serre les derniers boulons lors d'une répétition ultime. La première aura lieu ce soir. Des allers-retours et des roulades, accompagnés de gestes amples sur une musique aérienne : le funambule répète consciencieusement chaque mouvement. Sur la piste, il joue une araignée. Normal, les insectes, c'est le thème général de la représentation. En équilibre sous les yeux attentifs des autres acrobates qui s'étirent sur les tatamis bleus, il commence à descendre délicatement pour les rejoindre. Tout à coup, on parle chinois, russe, anglais, français... Ici, ce sont plus de douze langues différentes qui se mélangent. C'est comme ça, dans la troupe,

cinquante artistes de vingt-quatre nationalités travaillent et vivent ensemble, pendant des mois, sur la route. Ils triment leurs propres espaces de vie, cuisine, salle de sport... Tout est transporté d'une ville à une autre, du Canada à l'Europe, de Lille à Bordeaux. « *C'est la crème de la crème qu'on a ici* », déclare Nicolas Chabot, l'attaché de presse. Chaque artiste est présent aussi bien pour son talent créatif et sportif que pour sa capacité d'adaptation et d'immersion dans cette grande famille du cirque.

Sublimer la nature

C'est ce mélange culturel en coulisses qui donne sur scène un spectacle plutôt magique. Des dizaines d'insectes de toute forme et de toutes les couleurs déambulent et s'unissent autour d'un oeuf mystérieux. « *Le Cirque du Soleil voulait créer quelque chose de coloré et de dynamique. Avec tous ces insectes qui volent, rampent, sautent, ça donne quelque chose de très beau* », explique Nicolas Chabot. En véritable hommage à la nature, les numéros se succèdent avec un réalisme impressionnant. Pour figurer le saut des criquets, des trampolines ont, par exemple, été installés partout sur la scène et permettent aux acrobates de réaliser des figures



Qiu Jiangming, acrobate chinois, répétait hier matin son numéro dans lequel il incarne une araignée sur sa toile.

spectaculaires. Représenter la biodiversité sans la parodier et jusqu'au moindre détail, c'était la volonté de Liz Vandal, la conceptrice des costumes. À l'atelier, Charlotte Foret, une costumière française, assemble les masques des criquets avec beaucoup d'attention : « *Nous avons ajouté une matière spéciale sur le tissu pour donner cette impression de carapace*

brillante ». Avec ce travail de fourmi, chaque artiste monte sur scène prêt à époustouffler la salle. Et si le spectacle « OVO » fêtera ses dix ans en 2019, Charlotte l'assure : « *Le Cirque du Soleil, c'est toujours grandiose* ».

Alice BACOT
et Camille BECCHETTI

**« OVO »
à l'Arkéa Aréna
de Floirac
jusqu'au 18 novembre
De 46 et 105 euros**

La bonne bouffe crie famine

Loïc Prud'homme est député La France Insoumise de la 3^e circonscription de Gironde. Il est aussi Président de la commission d'enquête sur l'alimentation industrielle, à l'assemblée nationale. *Imprimatur* a rencontré cet éternel défenseur du bien manger.

Vous préconisez l'amélioration des repas dans les cantines scolaires. Mais, forcément, ils coûtent plus cher que la nourriture industrielle. N'est-ce pas pénalisant pour les familles à faible revenu ?

On peut offrir, à dépense égale, une alimentation plus saine, dans les cantines. On a pu prouver que les approvisionnements hors circuit industriels peuvent se faire avec des coûts constants, voir un peu plus élevés. Il faut bien comprendre que lorsqu'on ne paye pas cher les repas de nos enfants, on paye l'impact de la malbouffe sur leur santé.

Certaines collectivités locales sont déjà endettées et pas prêtes à mettre la main à la poche. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

L'enjeu est important, je plaide pour que des moyens soient réservés à ces collectivités pour qu'elles puissent agir.

Nous avons rencontré un cuisinier dans une cantine scolaire qui se dit frustré de ne pas pouvoir cuisiner réellement, car il se dit débordé. Il pense que ce sera pire encore s'il doit accommoder des aliments plus complexes à traiter.

Il faut changer toute la structure de distribution alimentaire dans les cantines. Plus on passera de temps à préparer les repas, plus les effets sur la santé des enfants seront importants.

C'est une responsabilité politique, il faut qu'on crée des petites structures pour permettre aux professionnels de faire leur travail, au lieu de seulement réchauffer des plats industriels.

Même si tout le système est à revoir, les coûts ne vont-ils pas augmenter ?

On s'est engagé dans une impasse, on a beaucoup investi dans ces grandes cuisines centrales. Les abandonner pour revenir dans des petites structures coûtera cher, mais c'est là que les politiques doivent accompagner les collectivités.

Comment l'État va-t-il accompagner cette proposition et piloter le projet ?

Si on veut avoir une politique volontariste, il faut que l'État y consacre des budgets qui arrivent dans les régions, dans les départements, dans les villes, car ce sont elles qui gèrent respectivement les lycées, les collèges et le primaire. Pour l'instant, il n'y a pas de pilotage interministériel de la politique alimentaire dans ce pays. Il faudrait l'inventer.

Avez-vous été victime de pressions des lobbys industriels ?

Pas directement, je n'ai pas reçu de menaces de mort (rires). Mais l'objectif des lobbys industriels comme l'ANIA est de discréditer les études scientifiques, que nous avons à disposition.



Loïc Prud'homme sera demain à 19h30 à la Halle des Douves, rue des Douves, à Bordeaux.

Pourquoi est-ce que les industries utilisent-elles autant de sel, de sucre et d'additifs ?

C'est parce que ça leur coûte moins cher, et que ça leur permet de préserver leurs marges. Ils reconstituent des aliments avec de l'amidon de maïs, de féculé de pomme de terre, ils y ajoutent des arômes, des colorants...

Michèle Crouzet, député LREM, a proposé de taxer les produits industriels à forte teneur en sel. Qu'en pensez-vous ?

Je suis contre, on a vu l'effet que la taxe sur le soda a eu. L'entreprise Coca Cola a préféré diminuer la quantité proposée aux consommateurs plutôt que jouer le jeu.

Propos recueillis par Louisa BENCHABANE

Un viol qui embarrasse la cour

Accusé de viol, Omar D. a multiplié les incohérences hier, au premier jour de son procès.

Il a beaucoup essayé de se cacher. Derrière ses mensonges à répétition, derrière ses mains lorsque les questions étaient trop difficiles à encaisser, et derrière sa maîtrise plus qu'approximative du français, alors même qu'il a une interprète à ses côtés. Depuis hier matin, la cour d'assises de Bordeaux juge Omar D. pour viol aggravé. Ou du moins essaye de le juger. S'il prétend être originaire de Fès (Maroc) et avoir grandi en Italie, ses versions précédentes diffèrent à chaque audition. Il est mis en examen pour avoir abusé sexuellement d'Ilam Z., à Bordeaux, en avril 2016.

La victime présumée est décrite comme « déficiente intellectuellement » par les experts psychiatriques. Elle aurait ouvert la porte de son domicile à son agresseur avant de lui refuser une relation sexuelle. Les rapports médicaux qui ont suivi la plainte attestent de plusieurs viols, malgré les démentis acharnés de celui qui se présente comme « soudeur de bateaux », sans pouvoir fournir de papiers d'identité officiels. « *C'est elle qui s'est jetée sur moi !* », lance-t-il à l'adresse des jurés.

Après un peu plus de deux heures d'audience à la limite du surréaliste,

Stéphane Rémy, le président, craque un peu. « *La cour d'assises, ce n'est pas la cour de récréation*. » Face à un accusé tenant des propos d'une cohérence toute relative, le magistrat tente de remettre un peu d'ordre dans des débats.

Cocaïne et Coran

Durant son procès, Omar D. pleure, beaucoup, lorsque le juge lui demande de raconter son parcours. Il multiplie aussi les incohérences et les mensonges. Alors qu'on évoque ses nombreux problèmes disciplinaires depuis qu'il a été placé en détention en mai 2016, il explique : « *Je n'aime pas trop le haschich, je préfère la coke* ». Il est capable, à quelques minutes d'intervalle, d'évoquer le Coran pour justifier son innocence, et d'avouer consommer beaucoup d'alcool et de drogue. Une attitude qui agace ostensiblement le président qui l'avertit : « *Si son but à lui, c'est de nous mentir, je lui conseille de se taire* ».

Pour les faits qui lui sont reprochés, Omar D. encourt jusqu'à vingt ans de réclusion. Le verdict est attendu demain.

François BENEYTOU et MAËLLE BENISTY

Journaliste d'investigation demande coup de main pour survivre

L'idée est simple. Le journalisme d'enquête manque de moyens pour s'épanouir. Un projet de financement des reporters tente de corriger le tir.

Par Jean-Baptiste ARCUSET

« *Aujourd'hui en Nouvelle-Aquitaine, quelques journaux font ce qu'ils peuvent pour mener des enquêtes, mais c'est le même constat partout en France : le journalisme d'investigation local est rare* », analyse Walid Salem, journaliste à *Rue89 Bordeaux*, fameux média en ligne. En cause, le manque d'argent et de temps. « *Et je ne parle même pas des médias régionaux dépendants de la pub. Eux, c'est encore pire. Ils doivent ménager les annonceurs* ». Pourtant, les terrains d'enquête sont nombreux dans la région : le nucléaire, la précarité des emplois saisonniers, les migrants, l'environnement... « *À Rue89, notre terrain de prédilection, c'est l'argent public. Comment les marchés sont attribués, les promesses des élus, les résultats des politiques locales : comment se développe-t-on et à quel prix ?* » Des analyses qui, justement, manquent dans l'offre médiatique bordelaise. D'où l'idée de fonder une association

dont le but est de mobiliser le public pour qu'il finance des enquêtes qui coûtent cher en temps comme en argent. « Ces reportages seront publiés par la suite par les médias locaux, et les amateurs d'enquêtes approfondies seront enfin satisfaits, explique Geoffrey Livolsi, co-fondateur de l'ONG *Disclose*, qui se chargera de collecter les fonds. *Rue89 Bordeaux* est partenaire de cette fédération de médias qui réunit aussi MarsActu (un journal indépendant de Marseille), *Rue89Lyon* ou *Mediapart*.

Un modèle qui a fait ses preuves

Le fonctionnement de *Disclose* a déjà été expérimenté aux USA et en Allemagne. Il est semblable à celui de l'ICIJ, le groupement de journalistes qui a révélé les Panama Papers. « *Bien sûr, nous opérons à une plus petite échelle, sourit Geoffrey Livolsi. On réunit 3 à 4 reporters qui vont*

enquêter pendant plusieurs mois sur une seule affaire et dupliquer les pistes. Ce n'est déjà pas mal ». Ces journalistes indépendants seront soutenus par un conseil d'administration, composé d'avocats et de juristes capables de défendre l'association si celle-ci est assignée en justice. Un moyen de protéger les médias qui seraient isolés en cas de procès face à un industriel, par exemple. « *L'avenir de l'investigation locale est simple. Un média doit être payé et porté par ses lecteurs pour garantir son indépendance et il faut que le lecteur demande et paye pour ce service* », poursuit Walid Salem. Le journaliste juge « réceptif » le lectorat bordelais mais « *les médias ne sont pas encore les cibles principales de dons, alors qu'ils sont d'intérêt public* ». Et il ajoute : « *Il faut arrêter de croire que les choses se font toutes seules. La puissance d'un média repose sur l'engagement de ses lecteurs* ».